

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 023

Achévé de rédiger le 20 janvier 2010

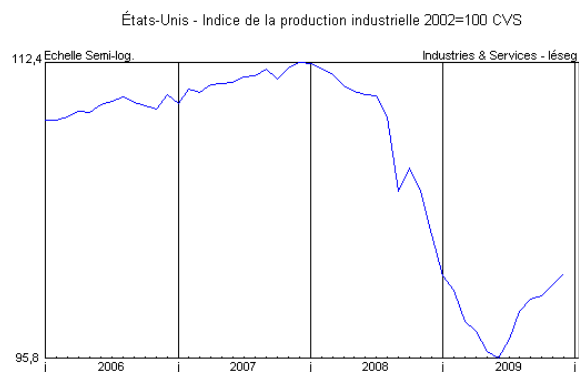
MONDE : L'Asie émergente et le reste du monde

La **production industrielle mondiale**, qui s'était effondrée de -13% en l'espace de quelques mois fin 2008-début 2009, a regagné la moitié du terrain perdu. Cette évolution moyenne cache une forte diversité des situations nationales. En Asie émergente, les deux grandes puissances, la **Chine** et l'**Inde** n'ont pas connu à vrai dire de récession industrielle, mais seulement un plafonnement de quelques mois, suivi d'une reprise sensible. Actuellement, la production industrielle de la Chine dépasse de +24% son niveau du premier trimestre 2008. Celle de l'Inde marque un progrès de +10% pendant la même période. Les économies de moindre dimension sont elles aussi très dynamiques. La production industrielle de la **Corée du Sud** a elle aussi dépassé son pic de début 2008, effaçant une dépression sévère, de l'ordre de -20%. D'autres pays comme **Taiwan** et la **Thaïlande** sont en voie de le faire. L'Asie se distingue nettement du reste du monde, et même des autres économies émergentes. Le **Brsil** se situe loin des performances de la Chine et de l'Inde, son activité industrielle demeurant inférieure à -3% à celle de début 2008. En **Russie**, la reprise tout juste amorcée permet seulement de réduire le recul de la production à -10%.

Au sein des **pays développés**, aucun ne paraît en mesure de retrouver à horizon proche son niveau d'activité antérieur à la crise. C'est au Japon que la reprise est la plus vive, mais à l'issue d'une contraction sévère de sorte que la production industrielle reste inférieure de -20% à son plus haut niveau. Aux États-Unis il en va de -11,5%, tandis que dans les principales économies européennes le déficit se situe entre -15 et -20%.

Selon les dernières estimations, le PIB des **États-Unis**, a progressé au rythme de +2,2% l'an au troisième trimestre 2009. Le scénario le plus probable est une poursuite de la reprise à un rythme annuel compris entre +2% et +3% au cours des prochains trimestres après une chute de -2,5% sur l'ensemble de 2009. De la sorte, l'activité américaine retrouverait en fin d'année 2010 son

point haut du printemps 2008. Les derniers indicateurs disponibles sont plutôt encourageants, avec la poursuite du redressement de l'activité industrielle, tandis que l'indice des directeurs d'achat du secteur des services surmontait son passage à vide de novembre.



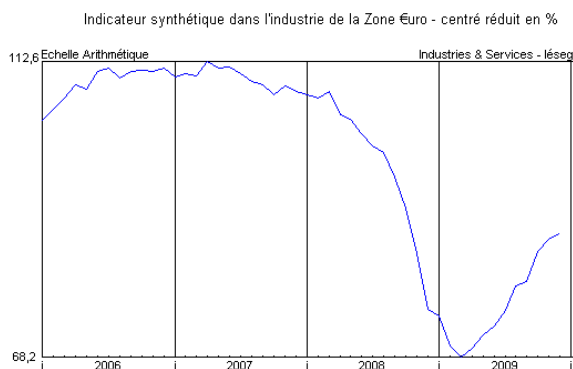
Source : Board of Governors of the Federal Reserve System

La reprise reposera d'abord sur la modération du déstockage, puis sur une reconstitution des stocks qui entraînera toutefois un rebond des importations lequel amoindrira son effet sur la croissance. La croissance de la consommation devrait se poursuivre à un rythme modéré, compte tenu de la faible progression de l'emploi et de l'essoufflement de la stimulation budgétaire. En revanche, les investissements en logements devraient monter en puissance après les hésitations manifestées tout au long de 2009. Les commandes de biens d'équipement ont confirmé le redressement engagé, mais aucun développement significatif de l'investissement ne peut être envisagé à court terme en raison de la faible utilisation des capacités de production. Celle-ci contribue à la maîtrise de l'inflation sous-jacente, passée nettement sous la barre des +2%. Dans ces conditions, le statu quo devrait se prolonger pour le taux directeur de la Réserve fédérale, laquelle pourra se consacrer, en fonction de l'évolution conjoncturelle, à la réduction progressive de la taille de son bilan, multiplié par 2 en l'espace de quelques trimestres.

EUROPE : Faiblesse de la consommation

La faible reprise européenne (croissance de +0,4% du PIB de la zone Euro et de +0,3% de l'UE27 pendant l'été) recouvre une hétérogénéité des performances. D'abord au sein des grands pays, les progressions observées en Allemagne et en France contrastent avec le recul persistant de l'activité au Royaume-Uni et en Espagne. Au sein des autres économies, les disparités sont encore plus fortes, ce qui ne facilite pas la politique conjoncturelle, au moment où la perte de contrôle des finances publiques en Grèce exacerbe les écarts de taux longs à l'intérieur de la zone et pose le problème de la solidarité entre les pays membres.

La consommation des ménages reste mal orientée, avec une nouvelle baisse de -0,2% pendant l'été. Les ménages sont particulièrement sensibles à la contraction de l'emploi, qui a porté le taux de chômage à 10% de la population active en novembre, nettement au-dessus du point haut de 9,1% observé au début 2005. Dans ces conditions, les politiques économiques demeurent expansives, d'autant que la surévaluation de l'Euro empêche l'Europe de bénéficier à plein de la vigueur de la demande sur les rares marchés tiers en expansion.



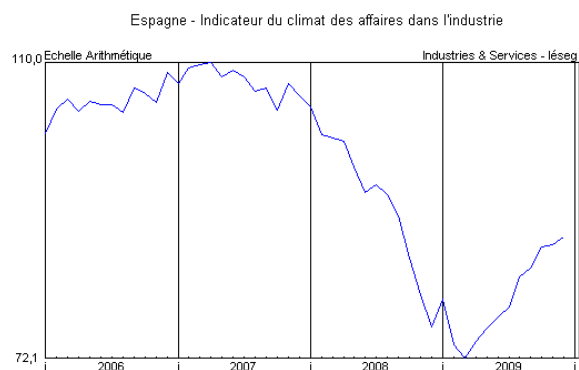
source : Insee et Eurostat

Les instituts de conjoncture, Coe-Rexecode et Bipe, ont publié courant décembre leurs **hypothèses de croissance pour 2010** et leurs **premières perspectives pour 2011**. Le Bipe, prévoit une croissance modérée cette année, grâce au maintien de plans de soutien dans la plupart des économies et la mise en place de mesures additionnelles, là où la dégradation du marché de l'emploi menace le plus la pérennité de la reprise. En 2011, en revanche, il sera difficile pour la plupart des pays européens, comme pour les États-Unis, de continuer à soutenir leurs économies, compte tenu de l'explosion des déficits publics. Après une baisse de -3,9% en 2009, le PIB de la zone Euro progresserait de +1,3% en 2010, puis de +1,1% en 2011. Pour sa part, Coe-Rexecode maintient son scénario d'un rebond de l'activité (+1,8% en 2010) suivi d'une phase de récupération préalable à un futur cycle d'investissement productif (+1,3% en

2011). Le principal scénario alternatif est celui de l'enlèvement où les marges de manœuvre des politiques monétaire et budgétaire auront été épuisées et où l'investissement productif ne repartirait pas dans les économies développées, mais son enjeu porte plutôt sur un horizon de moyen terme.

En **Allemagne**, le climat des affaires s'est sensiblement redressé depuis le printemps. L'indice Ifo, qui a touché un point bas historique à la fin du premier trimestre, est remonté à 94,7 en décembre, soit son niveau de l'été 2008. La chute des commandes adressées à l'industrie manufacturière a cessé au premier trimestre. Le redressement s'est opéré en liaison avec la reconstitution des stocks par les entreprises. Le rebond actuel, impulsé par les entreprises après le déstockage massif opéré fin 2008-début 2009, ne suffira pas à assurer une reprise solide de l'économie allemande. Une fois disparus les effets de la prime à la casse, la consommation privée, restée atone depuis quelques années, ne semble pas en mesure de soutenir une croissance, évaluée par Coe-Rexecode à +2,3% en 2010 et +1,4% en 2011.

L'**Espagne** est le seul grand pays d'Europe avec le Royaume-Uni à avoir enregistré une baisse de l'activité au troisième trimestre, son PIB se contractant de -1,2% l'an après -5,2% au cours du premier semestre. L'effondrement des investissements des entreprises en biens d'équipement semble interrompu même si le taux d'utilisation des capacités ressort à moins de 70%, en regard de plus de 80% jusqu'à la mi-2008.

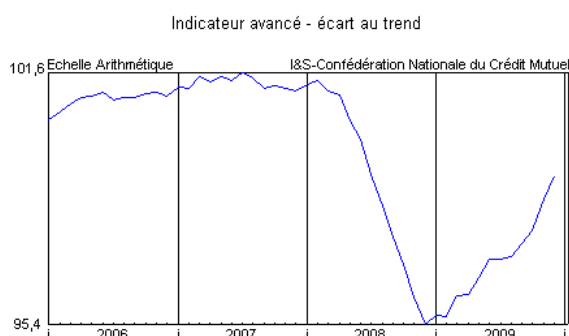


source : Insee et Eurostat - solde de réponses centré-réduit, cvs, en%

Le repli de la consommation se poursuit mais à un rythme moins prononcé : -0,3% l'an pendant l'été en regard de -9,1% au premier trimestre. La chute engagée depuis le début 2008 ressort à près de -7%, mouvement qui doit être relié à la dégradation sensible du marché du travail. L'emploi total (équivalent temps plein) est ainsi passé sous la barre des 20 millions au troisième trimestre contre un point haut de 21,7 millions fin 2007-début 2008.

FRANCE : Frénésie d'achats

La récession est terminée, mais la croissance manque de vigueur, même si le recul du **Produit Intérieur Brut** (-2,2% en 2009) aura été moins profond que dans les autres pays industrialisés (-4% dans l'Union européenne à 27, -2,5% aux États-Unis, -5,3% au Japon, -4% en Allemagne ou -4,6% au Royaume-Uni). Les comptes détaillés du troisième trimestre 2009 montrent que la FBCF des administrations publiques a reculé de -3,8% par rapport au trimestre précédent et de -4,2% sur un an. Le programme d'investissement public, qui avait été annoncé dans le cadre du plan de relance lancé en décembre 2008, ne s'est pas traduit par une accélération des dépenses. Les dispositifs de soutien ont jusqu'à présent permis de limiter le recul de l'investissement et non pas de l'augmenter.

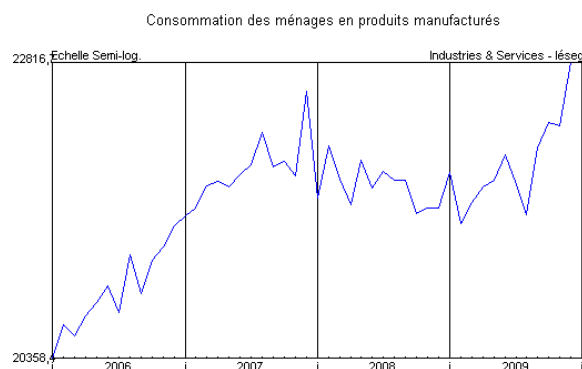


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La chute de l'**activité industrielle** intervenue dès le printemps 2008 a laissé place à une phase de récupération dès avril 2009, mais le rebond peine à s'amplifier. En novembre, l'indice de la production industrielle, bien qu'en retrait de -15% par rapport à son point haut de février 2008, a regagné plus de +6% depuis son point bas d'avril 2009. Ce redressement est principalement dû aux matériels de transport, le seul secteur industriel dont le niveau d'activité est supérieur à ce qu'il était il y a un an. Toutefois, sur les trois derniers mois, l'indice ne progresse plus. L'industrie française se contracte depuis dix ans, non seulement par rapport à l'industrie mondiale, mais aussi par rapport à l'industrie européenne. Ce constat ne concerne pas les grands groupes mondialisés, mais la compétitivité du "territoire France". Par ailleurs, le **déficit commercial** se creuse et s'affiche à 64 milliards d'euros en rythme annualisé.

L'indice de **confiance des ménages**, qui reflète l'évolution du pouvoir d'achat et l'état du marché du travail, a terminé 2009 sur une baisse. En 2010, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut pourrait n'augmenter que de +0,4% au lieu de +1,7% en 2009 du fait d'un redémarrage timide des revenus salariaux, de prestations sociales moins dynamiques et d'une inflation un peu plus forte (+1% en 2010 après +0,9% en glissement annuel et +0,1% en moyenne en 2009).

Depuis l'entrée en récession de l'économie française, le recul des **effectifs salariés** du secteur marchand a été de -557.000, soit de -3,4%, une contraction plus importante que celle du PIB. L'ajustement à la baisse des effectifs a été plus tardif que celui qui était intervenu en 1993 et qui avait été quasi-simultané à celui du PIB. Les effectifs salariés pourraient encore reculer d'environ -80.000 d'ici à la fin du premier semestre 2010, période à partir de laquelle ils pourraient s'orienter timidement à la hausse. La modération salariale a accompagné le recul des effectifs salariés. Au troisième trimestre 2009, la progression du salaire mensuel de base était de +1,4% l'an par rapport au trimestre précédent et de +2% sur un an au lieu de +3% en 2008. Cependant, la **consommation des ménages** en produits manufacturés, soutenue par les immatriculations de voitures qui sont ressorties à 2,48 millions l'an, a récemment réaccélééré. Elle a progressé de +8,4% en rythme annualisé au cours des trois derniers mois connus en novembre par rapport aux trois mois précédents et de +2,7% l'an pour le champ hors automobile. Les résultats récents des enquêtes de la Banque de France auprès du commerce de détail suggèrent que les achats des ménages auraient littéralement "explosé" en décembre.



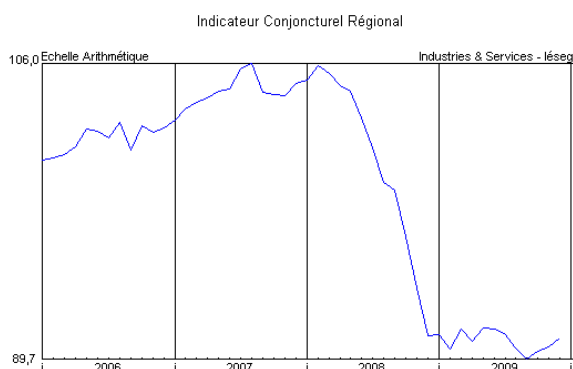
source : Insee - millions d'€uros 2000 CVS-CJO (donnée estimée pour décembre)

Les signes de stabilisation du **marché de l'immobilier** se sont multipliés durant l'automne. Les transactions dans le marché du neuf et de l'ancien se sont ranimées et les prix ont cessé de baisser au troisième trimestre. Par ailleurs, le récent rebond des demandes de permis (près de 35.000 en novembre) laisse espérer une prochaine stabilisation des mises en chantier de logements et de locaux non résidentiels. La persistance de conditions débitrices attractives et le desserrement progressif des contraintes imposées par les banques plaident pour la poursuite de ce mouvement de redressement, d'autant que les mesures d'accompagnement continuent de soutenir le marché.

NORD-PAS DE CALAIS : Pénible remontée

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 19 janvier, l'amélioration de l'Indicateur Conjoncturel Régional (ICR) Industries & Services-léseq pour le mois de décembre demeure toujours limitée, ce qui contraste, par exemple, avec l'évolution de l'Indicateur Conjoncturel Avancé (ICA) de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Il convient toutefois de rappeler ici que l'ICR mesure un état "instantané", tandis que l'ICA estime un "devenir". Dans la région, l'activité industrielle décolle à peine, mais la reconstitution progressive des carnets de commandes et la grande maîtrise des stocks de produits finis permettant toujours aux entrepreneurs de formuler des prévisions plus favorables. La consommation des ménages est restée soutenue, et pas seulement par le marché des automobiles neuves. Le sous-indicateur des échanges, dont la composition a été revue à cette occasion, fait preuve d'une certaine résistance. Enfin, le sous-indicateur de l'emploi, dont les évolutions de court terme sont toujours très fragiles, a connu une nouvelle dégradation qui pèse et pèsera encore sur le résultat d'ensemble.



Source : Industries & Services - Iéseq

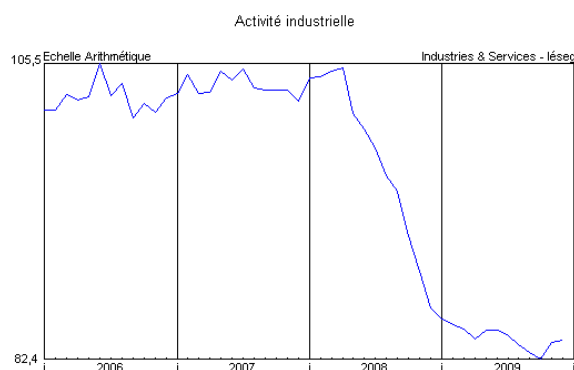
ACTIVITE

Industries agro-alimentaires : La production a régressé dans toutes les composantes, à l'exception de l'industrie laitière où les carnets sont toujours abondamment pourvus. La demande a toutefois progressé dans les autres compartiments. Dans l'industrie de la transformation du poisson, une diminution de l'activité a permis d'ajuster les stocks de produits finis et de rééquilibrer les plans de charge qui sont désormais jugés corrects. Dans l'ensemble, une légère augmentation des fabrications est attendue pour ce début d'année.

Biens intermédiaires : L'activité s'est encore améliorée, bien que les carnets de commandes restent toujours insuffisamment garnis. De nouvelles hausses ont été constatées dans le travail des métaux, la fabrication de produits métalliques, le textile, le verre et les produits minéraux. La sidérurgie, la première transformation

de l'acier et l'industrie des papiers et cartons ont réduit leurs cadences en raison d'arrêts de fin d'année plus longs que d'habitude. La demande paraît cependant marquer le pas dans la chimie, la parachimie, la transformation des matières plastiques et la fabrication de composants électriques et électroniques et les cadences ont été ajustées en conséquence. Une nouvelle progression de la production est généralement pronostiquée pour les prochains mois.

Biens d'équipement professionnel : Un net rebond de l'activité a été constaté dans ce compartiment. Certes la production n'a que peu varié dans la construction de matériel ferroviaire dont les capacités sont largement employées et dont les carnets ont encore été confortés, mais une amélioration significative de la demande a permis de redresser les cadences de fabrication dans les équipements électriques, électroniques et mécaniques. Toutefois, en raison de l'état général des carnets, une stabilisation devrait à présent intervenir à court terme.



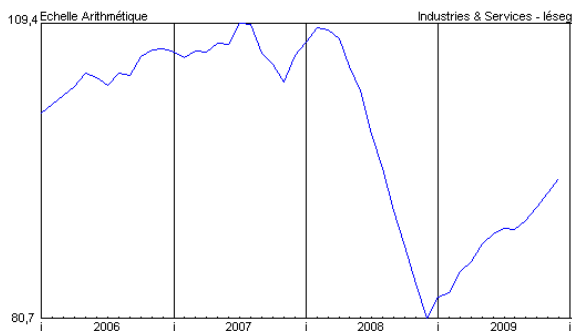
Source : Industries & Services - Iéseq

Industrie automobile : L'activité a été marquée par un arrêt saisonnier des chaînes de fabrication des constructeurs plus accentué que les années précédentes. Les commandes continuent de progresser et les rythmes d'assemblage devraient revenir à la normale dans les prochaines semaines. En contraste, la production s'est intensifiée chez les équipementiers pour faire face à une demande en nette accélération. Les prévisions pour les prochains mois sont favorables.

Biens de consommation : Le redressement des fabrications s'est poursuivi quoique la demande se soit repliée après plusieurs mois de hausse. La branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" maintient une croissance à un rythme élevé et l'imprimerie et les industries graphiques retrouvent un contexte plus favorable. En revanche, l'embellie du secteur des équipements du foyer est restée sans lendemain, ce qui ne donne aucune visibilité à ce secteur.

Construction : Selon les résultats de l'enquête de la Banque de France, l'activité du bâtiment s'est de nouveau inscrite en baisse, le gros œuvre étant toutefois moins affecté que le second œuvre. Le segment des logements connaît des évolutions contrastées avec une meilleure tenue du secteur individuel que du secteur collectif. Dans le non résidentiel, l'absence d'investissements pèse sur les permis de construire et seule la demande publique marque un sursaut grâce aux secteurs de la santé, de l'action sociale, de la culture et des loisirs. Les pronostics des professionnels sont à la stabilisation grâce à la promotion privée, à la rénovation, au logement social et aux bâtiments publics. Dans les travaux publics, la mise en œuvre des mesures de relance n'a eu, pour le moment, que des impacts limités, mais l'activité régionale apparaît moins dégradée qu'au plan national : la demande locale reste forte et les plans de charge assez consistants. Mais les difficultés budgétaires et les incertitudes concernant la taxe professionnelle freinent le lancement de nouveaux projets. A très court terme, une contraction est attendue, en raison des intempéries et de l'attentisme électoral et financier des collectivités. Au-delà, une réelle reprise est escomptée.

Perspectives des chefs d'entreprise



Source : Industries & Services - léseg

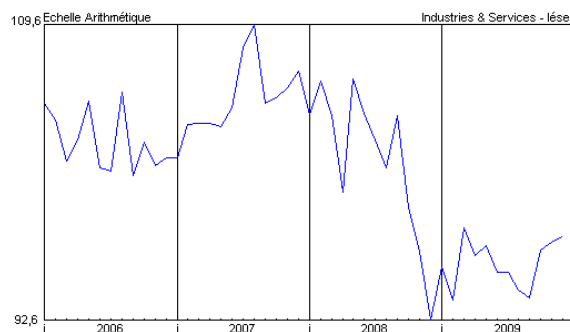
Services aux entreprises : Le redressement s'est généralisé. Le recours aux intérimaires s'est accentué et le secteur du nettoyage a confirmé sa progression. Ces deux secteurs sont désormais résolument optimistes. Les agences de publicité signalent une accélération de la demande. L'amélioration de la situation s'est prolongée dans l'ingénierie technique et le conseil pour la gestion et les affaires, plus prudents dans leurs pronostics. L'ingénierie informatique observe également une embellie et formule des perspectives plus confiantes.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a accentué son développement en décembre. Les achats d'automobiles neuves ont fortement participé au mouvement mais le commerce de détail y a également participé dans des proportions diverses. Les rayons des textiles et de l'habillement, de la maroquinerie et chaussures, de la librairie-papeterie, des meubles et de la

quincaillerie ont été les principaux bénéficiaires de cette amélioration. Dans le même temps, l'électronique grand public se maintenait à un haut niveau tandis que l'électroménager et le bricolage progressaient légèrement. Seules, les transactions dans l'horlogerie-bijouterie sont demeurées mal orientées. La Vente à Distance – dont le marché est national – a encore enregistré une amélioration du volume de son chiffre d'affaires à un mois d'intervalle (+1,9%) mais reste toujours en régression par rapport à décembre 2008 (-6,7%). Pour sa part, le seul rayon textile-habillement maintient une baisse de -0,7% sur un mois et de -4,3% sur un an.

Consommation

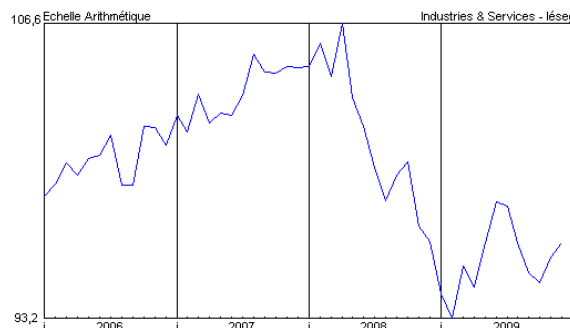


Source : Industries & Services - léseg

ÉCHANGES

Le volume des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** pour le mois de décembre n'était pas disponible au moment où nous rédigeons ce bulletin de conjoncture. Mais il est cependant possible d'évaluer à +5% la progression, sur un an, des "marchandises diverses", composées pour l'essentiel, de produits manufacturés (dont sidérurgiques). Il est à noter que, désormais, seule cette partie du trafic (environ 70% des tonnages sortis) participe à la construction de l'Indicateur Conjoncturel Régional, ceci en raison des trop nombreux aléas affectant les volumes expédiés de vrac liquides et solides.

Echanges



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à décembre (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de

marchandises, ont poursuivi leur progression quoique de façon moins soutenue qu'en novembre. Les professionnels, interrogés dans l'enquête de conjoncture de la Banque de France portant sur ce même mois, confirment l'amélioration récente mais leurs perspectives vont cependant davantage vers un maintien de leur activité dans les prochains mois. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs ont continué de se redresser mais demeurent déprimées pour les **véhicules industriels**.

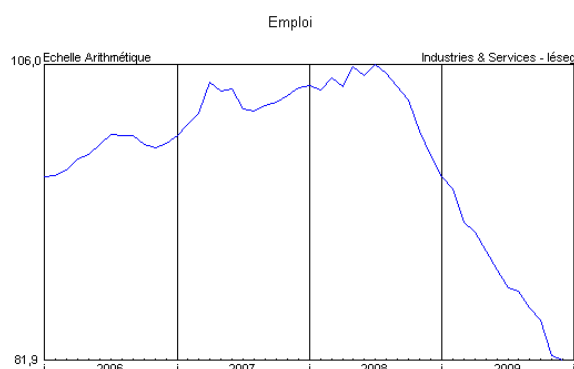
La croissance du **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin est demeurée soutenue (+16,4%) mais tend à s'atténuer. Les vols réguliers intérieurs ont encore augmenté de +5,3% en décembre tandis que les vols internationaux et européens enregistraient une hausse de +44,3%. Malgré la période "creuse", les vols charters "vacances" ont progressé de +133,4%, sans rejoindre pour autant leur niveau de décembre 2007.

EMPLOI

En novembre, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a augmenté de +0,7% par rapport à octobre pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +18,1% à un an d'intervalle. En France métropolitaine, les variations correspondantes ont été, respectivement, de +0,1% et +22,1%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,7%, comme en France et de +15,9% contre +19,1% par rapport à novembre 2008. Le chômage des hommes a progressé de +20,6% (+25,7% dans le pays) et celui des femmes de +11% (+14,3%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à +15,8% (contre +23,3%) et elle a été de

+22,5% (contre +25,2%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus. La durée moyenne du chômage s'est ainsi encore allongée.

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont encore été accrues de +38% sur un an, après +66,3% en octobre (contre +38,8% en France). Au total, le flux des **entrées** à Pôle Emploi a augmenté de +19,6%, tandis qu'il progressait de +11,4% dans la Métropole. Simultanément, le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +24,8% contre +15,5% en France métropolitaine.



Source : Industries & Services - Iéseg

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées par Pôle Emploi a sensiblement augmenté à un an d'intervalle, avec +15,2%, contre -4,4% en France métropolitaine. Par catégorie, les évolutions ont atteint +24,5% contre +7,5% pour les offres durables, +5,8% contre +2,5% pour les offres temporaires et +24,5% contre +0,5% pour les offres occasionnelles.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CONjoncture EUropéenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/espace-entreprises/industries-services/>